



MMS Bulletin # 117

Zugang zu Medikamenten für alle

R&D pour les Maladies Négligées

La Suisse peut et doit faire mieux

Von Patrick Durisch

La recherche et développement (R&D) de nouveaux médicaments repose essentiellement sur les monopoles et les opportunités de profits que le système actuel des brevets permet d'envisager. Parce qu'elles ne représentent pas un marché suffisamment rentable, les populations défavorisées du Sud doivent faire face au manque de R&D pour des traitements efficaces et abordables contre les maladies qui les affectent presque exclusivement. Si le problème est de plus en plus reconnu et que diverses initiatives ont vu le jour pour y pallier, la Suisse, qui dispose d'un savoir-faire et de ressources importantes, doit s'engager davantage.

Plus d'un milliard d'habitants de notre planète, soit une personne sur sept, souffrent d'une maladie tropicale négligée comme la maladie du sommeil, la leishmaniose viscérale, la maladie de Chagas, l'ulcère de Buruli, ou d'autres pathologies parasitaires localisées essentiellement en Afrique et en Amérique Latine. Parce que ces infections ne touchent que des populations pauvres et éloignées, les grandes entreprises pharmaceutiques ont longtemps abandonné la R&D de médicaments pour combattre ces maladies, dont l'issue est souvent très handicapante voire mortelle. Les rares traitements existants sont très anciens, souvent longs et inefficaces, toxiques, ou encore hors de prix.

Malgré les importants progrès de la médecine, seuls 21 médicaments sur les 1'556 autorisés ces trente dernières années concernaient spécifiquement les maladies négligées (The Lancet 2006). Dont trois pour la tuberculose qui, aux côtés de la malaria et du VIH/sida, ont reçu plus des $\frac{3}{4}$ des 3 milliards de dollars investis en 2008 dans le monde pour la R&D des maladies négligées, celles-ci affectant aussi les populations de pays riches. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : les grandes compagnies pharmaceutiques, concentrées au Nord, n'investissent que s'il y a un marché rentable à la clé. En laissant le secteur privé décider seul des priorités de recherche en fonction des profits et non d'une logique de santé publique, les gouvernements des pays du Nord portent aussi une part de responsabilité dans ce bilan alarmant.

De nouveaux mécanismes pour la R&D

Des initiatives non lucratives ont néanmoins vu le jour cette dernière décennie pour stimuler l'innovation et développer des traitements efficaces contre ces maladies négligées. Ainsi, des partenariats public-privé pour le développement de produits (PDP) ont permis de rassembler les différents acteurs et de mettre sur le marché des traitements innovants, sous des formes médicamenteuses plus adaptées aux patients et à leurs conditions de vie. Du côté de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un processus intergouvernemental mené depuis 2003 a abouti à une stratégie mondiale et à un plan d'action pour la santé publique, l'innovation et la propriété intellectuelle, adopté à l'unanimité par l'assemblée mondiale de la santé en mai 2008. Depuis ce consensus historique, pourtant, le groupe d'experts chargé par l'OMS d'étudier les plus de 90 propositions de sources de financement novatrices pour encourager la R&D est sous le feu des critiques, accusé tour à tour d'opacité, de partialité et de connivences suspectes avec l'industrie pharmaceutique. Ainsi, dans leur rapport final diffusé en janvier dernier (WHO 2010), des propositions innovantes comme le traité international sur la R&D médicale, la taxation des bénéfices rapatriés par les multinationales pharmaceutiques, la communauté de brevets, le prix pour récompenser l'innovation ainsi que d'autres mécanismes visant à dissocier le coût de la R&D du prix de vente du médicament ont été rapidement mises de côté ou sous-évaluées, sans qu'on en connaisse les véritables raisons. En outre, les aspects de propriété intellectuelle, pourtant centraux, n'ont pas été abordés. Mécontents, les pays du Sud ont fait pression lors de l'Assemblée mondiale de la santé de mai 2010 pour que l'examen de toutes les propositions de financement se poursuive. Ils ont également revendiqué un droit de regard sur la désignation des futurs experts pour plus d'indépendance et d'équilibre géographique.

Et la Suisse?

Avec ses institutions de recherche en santé et son industrie pharmaceutique de pointe, la Suisse a de nombreux atouts à faire valoir dans le domaine de la R&D pour les maladies négligées du Sud. Selon un classement portant sur la dernière décennie, la Suisse est considérée comme le numéro un mondial en termes de qualité et de densité des travaux scientifiques (lesecho.fr). En comparaison internationale, la Suisse figure dans le peloton de tête des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) avec 3% de son Produit Intérieur Brut (PIB) consacrés aux dépenses de R&D en 2004, tous secteurs confondus. Pourtant, ce résultat est pour plus de 70% le fait des entreprises privées, un ratio qui tend à se renforcer depuis plusieurs années. Le secteur de la pharmacie est en tête des investissements privés en Suisse, avec 4.6 milliards de francs en 2008.

La part de R&D financée par la Confédération se chiffre à 1,5 milliards de francs en 2008, soit 0.66% du PIB seulement ; la Suisse est ici plutôt en milieu de classement par rapport aux autres pays de l'OCDE. Selon un rapport récent (G-Finder 2009), la Suisse ne figure pas parmi les douze gouvernements les plus généreux dans la R&D pour les maladies négligées, dont le douzième n'y a pourtant consacré que 17 millions de dollars en 2008. Soit à peine 0,5% des 3,2 milliards de dollars que la Suisse a investis en 2005 dans la R&D pour la santé (The Global Forum for Health Research 2008). La Suisse ne se distingue pas non plus par sa générosité

envers les PDP, par lesquelles passent désormais un franc sur cinq investis dans la R&D pour les maladies négligées. En 2008, elle ne contribue directement qu'à raison de 3 millions sur les 600 millions de dollars de fonds reçus par ce secteur d'activités (Recherche personnelle à partir des rapports financiers 2008 des 15 PDPs mentionnés dans le rapport G-Finder 2009). Enfin, dans le cadre du Fonds National Suisse (FNS), dont le budget annuel représente près de la moitié des contributions de R&D octroyées par la Confédération, seuls 7 subsides de recherche ont été accordés en 2007 et 2008 à des projets concernant les maladies tropicales négligées, pour un montant total d'un peu plus de 3 millions de francs (Comprend toutes les catégories d'encouragement de la recherche libre et de la recherche orientée. Les subsides accordés aux recherches sur le VIH/sida ne sont pas compris). Soit 0.6% du montant total attribué au domaine Biologie et Médecine.

Pour un pays comptant parmi les 10 plus riches de la planète, et alors que la santé est un thème prioritaire dans l'aide au développement, la Suisse peut et doit mieux faire. Au regard de l'ampleur de la problématique, du savoir-faire et des ressources disponibles, davantage de moyens pourraient être alloués à la recherche sur les maladies du Sud, notamment dans le domaine de la recherche appliquée. Plutôt que de laisser les orientations de celle-ci aux seules entreprises privées, et donc aux logiques du marché dont les limites dans ce domaine sont patentées, les pouvoirs publics doivent reprendre et assumer leur rôle dirigeant en la matière.

**Patrick Durisch, med. vet. MPH est responsable du programme santé à la Déclaration de Berne.
Contact: durisch@ladb.ch*

Ressources

- Research and Development Coordination and Financing: Report of the Expert Working Group. World Health Organization, 2010
(http://www.who.int/phi/documents/ewg_report/en/index.html)
- Alain Perez : Les chercheurs suisses, champions de l'excellence scientifique. 25 février 2010. Sur: <http://archives.lesechos.fr/archives/2010/LesEchos/20623-47-ECH.htm>
- G-Finder 2009 – Neglected Diseases Research & Development: New Times, New Trends. The George Institute for International Health, December 2009
(http://www.georgeinstitute.org.au/sites/default/files/pdfs/G-FINDER_2009_Report.pdf)
- Monitoring Financial Flows for Health Research 2008: Prioritizing Research for Health Equity. The Global Forum for Health Research, November 2008
(<http://www.globalforumhealth.org/Media-Publications>).
- Chirac P, Torreele E. Global framework on essential health R&D. Lancet. 2006 May 13;367:1560-1.
- Statistiques FNS: <http://www.snf.ch/D/Seiten/default.asp>

Kontakt

Deutschschweiz

Medicus Mundi Schweiz
Murbacherstrasse 34
CH-4056 Basel
Tel. +41 61 383 18 10
info@medicusmundi.ch

Suisse romande

Medicus Mundi Suisse
Rue de Varembé I
CH-1202 Genève
Tél. +41 22 920 08 08
contact@medicusmundi.ch

Bankverbindung

Basler Kantonalbank, Aeschen, 4002 Basel
Medicus Mundi Schweiz, 4056 Basel
IBAN: CH40 0077 0016 0516 9903 5
BIC: BKBBCHBBXXX